Place financière: prendre le tournant

Le précédent chypriote incite les gens à conserver un compte suisse.

MOHAMMAD FARROKH

On est sérieusement en droit de se demander si la place financière suisse a encore un avenir. Le client traditionnel des banques de gestion de fortune, un Européen avec entre un et cinq millions de francs, est en voie de disparition. Certaines petites banques, relève Daniel Glasner, administrateur d'Action Finance, ont perdu plus de la moitié de leur clientèle. Ce sont des cas extrêmes, car la perte de substance est loin de ce qu'elle pourrait être si la Suisse ne conservait pas son principal atout: la peur. «Plus il y a de l'instabilité ailleurs, mieux c'est pour la Suisse», résume Daniel Glasner.

Car si, depuis 2009, la pression fiscale a contraint la Suisse à admettre l'échange automatique d'informations, ce qui était encore impensable il y a cinq ans, la crise financière a entraîné une déstabilisation des finances des Etats européens. Dans ce contexte, le précédent chypriote, qui avait consisté à effectuer un prélèvement sur les

dépôts bancaires au-dessus de cent mille euros, est pris d'autant plus au sérieux que le FMI lui a fait écho. A fin 2013, l'idée a été émise dans le cadre de cette organisation d'effectuer au besoin un prélèvement de 10% sur les comptes bancaires de la zone euro.

BANQUES SUISSES RASSURANTES

Elle a été prise très au sérieux par des épargnants qui craignent un tel écrémage - d'autres parlent de coupe de cheveux. Daniel Glasner cite encore d'autres sources d'inquiétudes, notamment les velléités de l'Etat grec d'utiliser l'argent des fonds de prévoyance. L'Argentine l'a fait par le passé et, à ce niveau également, la menace ne relève pas du seul fantasme. Le Boston Consulting Group évoque, lui, une *haircut* de 30%, preuve que l'idée est décidément dans l'air. Résultat? La Suisse, même si les fonds déposés doivent désormais être déclarés, offre au moins au client européen la garantie qu'une partie de ses avoirs ne sera pas confisquée

par un Etat aux abois. Bien sûr, la protection est relative, car elle ne joue pas dans l'éventualité d'une hausse des impôts. Mais celle-ci est plus difficile à mettre en place; il y a tout de même un peu partout des processus parlementaires, et puis les banques suisses rassurent.

Voilà qui explique le maintien de nombreux comptes euro-

IL FAUT SOUHAITER QUE LA MORALISATION RESTE DANS LES LIMITES DU RAISONNABLE, CAR L'AVENIR À PLUS LONG TERME EST PROBLÉMATIQUE.

peens. D'autres éléments expliquent également pourquoi la place financière parvient dans l'ensemble à tirer son épingle du jeu. L'un d'eux est la diversification géographique, qui amène de toujours plus loin des clients toujours plus fortunés. «Les clients sont beaucoup plus gros», relève Walter Stresemann,

directeur de Vistra SA à Genève, une société spécialisée notamment dans les trusts et les structures *offshore*. Vistra, qui occupe quelque mille trois cents personnes au monde, existe depuis 2009. Les clients français qui, il y a quelques années encore, représentaient environ 20% du total ont, eux, pratiquement disparu.

Les nouveaux clients - c'est vrai pour Vistra, mais aussi pour la place financière dans son ensemble - viennent avec plus d'argent - on parle en dizaine de millions de francs - et d'horizons plus lointains: Amérique latine, ex URSS, Asie et, désormais, Afrique y compris subsaharienne, où l'existence de grandes fortunes est une réalité. La seule limite à cette diversification, mais elle est réelle, est la possibilité d'effectuer une *due diligence* efficace au sens de la lutte antiblanchiment, d'où une tendance dans certains établissements à se concentrer sur quelques marchés. Il faut pouvoir analyser l'activité du client, donc l'origine de sa fortune, donc la remettre dans son

contexte, ce qui présuppose des *resources managers* avec les compétences linguistiques nécessaires et un réseau sur place.

FONTE DU NOMBRE D'EMPLOIS BANCAIRES

Jusque dans les années 2008-2009, la place financière a bénéficié d'une certaine souplesse dans l'application du dispositif antiblanchiment, notamment dans des cas de moindre gravité, relève Daniel Glasner. Mais cela aussi c'est fini, et il faudra voir jusqu'où ira l'exigence de vigilance. Au-delà de certains seuils, elle pourrait rendre trop difficile le positionnement sur certains marchés.

Il faut souhaiter que la moralisation reste dans les limites du raisonnable, car l'avenir à plus long terme est problématique. Dès janvier 2016, l'évasion fiscale deviendra un indice préalable de blanchiment si l'impôt éludé excède trois cent mille francs, ce qui devrait permettre d'éviter que de petits clients soient pourchassés, à l'égal de grands criminels, pour un compte non déclaré.

Mais il faudra voir comment les banquiers appliqueront une norme dont la portée se mesurera à l'usage. La crainte de la Loi sur le blanchiment d'argent relative aussi fortement l'attractivité de certains nouveaux marchés: Afrique, Moyen Orient ou encore Russie. Au Moyen Orient, par exemple, la question de la fiscalité ne se pose pratiquement pas, mais cela ne veut pas dire que ce marché représente une vraie solution de remplacement au client européen.

Beaucoup de banques, sans trop le dire, se recentrent sur une clientèle locale, renforcée par l'apport de nombreux résidents étrangers fortunés venus s'établir notamment sur la Côte lémanique. L'un dans l'autre, les indicateurs globaux, notamment les masses sous gestion, peuvent être trompeurs, alors que le sentiment d'une crise qui ne dit pas son nom est réel. L'emploi bancaire se réduit lentement, mais sûrement: Daniel Glasner estime que 15% à 20% des emplois bancaires disparaîtront ces cinq prochaines années. ■

SUITE DE LA PAGE 1 SIMPLIFIER LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

ABAISSER LES COÛTS

Pour remédier à cette situation, la Commission européenne entend harmoniser les règles de protection des consommateurs en cas d'achat sur internet et abaisser les coûts de livraison d'un pays à un autre. «Envoyer un paquet de Belgique en Autriche coûte cinq fois plus cher qu'un envoi dans le pays même», explique la Commission. Une simplification du régime de TVA est également envisagée. L'Exécutif veut aussi mettre fin au blocage géographique: «Trop

souvent, et sans raison, les Européens ne peuvent pas utiliser les services en ligne disponibles dans d'autres pays que le leur, ou bien ils sont redirigés vers un site de vente en ligne de leur pays, qui pratique des prix différents». Autre piste: une réforme des télécoms, avec l'harmonisation des procédures d'attribution des fréquences mobiles.

Enfin, et c'est l'un des dossiers les plus sensibles, le plan prévoit de réformer la législation sur les droits d'auteur. Actuellement, le droit d'auteur est fondé sur le

principe de territorialité, si bien qu'il n'est pas possible d'accéder depuis un pays de l'UE aux chaînes de télévision d'un autre pays européen. «Si je peux regarder un match de foot en Estonie, mais pas à Bruxelles, c'est tout simplement injuste», s'est exclamé le commissaire estonien Andrus Ansip devant les eurodéputés. Mais ce principe de territorialité est à la base du financement de la création, et sa remise en cause suscite d'ores et déjà une levée de boucliers, notamment de la part de la France.

Parallèlement à son plan stratégique, la Commission européenne a lancé une enquête sur la concurrence dans le secteur du commerce électronique dans l'ensemble des Etats membres. Sont ciblés les domaines de l'habillement, de l'électronique et des contenus numériques et les géants américains tels qu'Amazon, Google et Facebook.

POTENTIEL INEXPLOITÉ

«Un marché unique numérique ouvrira de nouveaux horizons

aux entreprises», souligne Cecilia Zappala. «Nous avons un potentiel inexploité extraordinaire d'un marché de plus de cinq cents millions de consommateurs. Le marché unique pourrait créer 3,8 millions d'emplois et apporter 415 milliards d'euros annuels au PIB européen.» «Nous partons de loin, mais il y a eu une vraie prise de conscience», estime un expert français, Sébastien Soriano, dans une interview au quotidien *La Tribune*. «Les pays européens ont pris conscience que l'Europe

est certes devenue un continent de consommateurs de numérique, mais qu'elle a disparu de la carte des producteurs.»

Reste que le projet de la Commission européenne ressemble plus à un catalogue qu'à une véritable stratégie. L'étendue des domaines à harmoniser est vaste et l'on peut s'attendre à une multitude d'oppositions. Même en mettant les bouchées doubles, l'Exécutif risque d'avoir de la difficulté à déposer des propositions détaillées d'ici à la fin de 2016. ■

67341

Bâloise
Assurances

Solutions d'assurances personnalisées

Claude Dedominici, Agent général
Rue Ferdinand-Hodler 23, 1207 Genève
Tél. 058 285 68 85, Mobile 079 406 19 76

Votre sécurité nous tient à cœur.
www.baloise.ch

SWISS BUSINESS EDUCATION | GLOBAL PERSPECTIVE

UNIVERSITE IFM
BUSINESS SCHOOL

BACHELOR MASTER / MBA | Management Banque & Finance International Business | Gestion d'Entreprise familiale Pétrole, Gaz & Energie Communication & Marketing

Français & Anglais | Approche pratique | Accréditation | Campus rénové

UNIVERSITE IFM - Tél. 0223222580 - www.universiteifm.com

HARSCH THE ART OF MOVING

Votre entreprise de déménagement à Carouge depuis 1957

10, RUE BAYLON - 1227 CAROUGE - 022 300 4 300 - www.harsch.ch

Un réseau de compétences spécialisées **BfB**

Tél. 022 311 36 44 **BfB** Société Fiduciaire
http://www.bfb.ch Bourquin frères et Béran SA

Genève - Renens - Fribourg et ses filiales:

BfB Fidam révision SA, Renens
BfB société fiduciaire SA, Fribourg
BfB Fidam société fiduciaire SA: Renens - Yverdon-les-Bains

le stockage en grand

BALESTRAFFIC Espace garde-meubles
Tél. 022 308 88 00 - www.balestratic.ch